

Budget—M. Benjamin

D'après moi, un tel programme ne serait pas inflationniste parce qu'une bonne part de l'inflation intérieure est causée par de mauvais investissements, par des investissements en fonction de mauvaises priorités. Nous n'avons pas besoin de tours à bureaux, de centres commerciaux ni de kiosques à hamburgers supplémentaires. Il faudrait le dire à ceux qui ont de l'argent à investir: «*Vos investissements vous rapporteront un rendement raisonnable, mais nous vous dirons où investir. Les investissements seront affectés à des projets souhaitables et nécessaires pour la société.*». Ces projets auront la priorité sur la construction de centres d'achat et de tours à bureaux. Il faudrait notamment accorder la priorité au logement.

Je me demande bien pourquoi le ministre des Finances a pris la peine de déposer le budget car il n'améliore en rien le sort des malades, des personnes âgées ni des chômeurs. Il ne renferme aucun programme qui permettrait au pays de se relever ni d'enrayer le chômage. La psychose de l'inflation subsiste alors que d'après moi, ce problème est moins grave que la récession et le chômage actuels.

Je voudrais aussi aborder la question de l'énergie. Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances a dit, notamment, qu'il espérait que la hausse de la taxe sur l'essence et des prix du pétrole brut encouragerait l'usage d'autres modes de transport. J'ai dit au début qu'il y avait des contradictions flagrantes dans le budget. D'une part, il est censé encourager l'usage d'autres modes de transport, d'autre part, on précise que les transports sont l'un des domaines où le gouvernement se propose de réduire les dépenses.

Il me semble que pour favoriser l'usage d'autres modes de transport, un investissement massif dans les transports s'impose. Les transports urbains et interurbains, les réseaux routiers et ferroviaires, le transport dans le Nord devraient être favorisés et développés. Ce n'est pas le temps de couper le budget du ministère des Transports, surtout quand le ministre prétend vouloir inciter les gens à recourir à d'autres moyens de transport et que le ministre des Transports (M. Marchand) affirme que la politique des transports est un vrai fouillis.

Je ne sais pas comment ils peuvent concilier ces deux points de vue contradictoires. Cela veut simplement dire que même si les gens voulaient recourir à un autre mode de transport, ils s'apercevraient que, dans bien des endroits, cela leur est impossible. Ils n'ont donc pas le choix, mais ils doivent subir des frais supplémentaires pour se servir de leur voiture.

Je le répète, le budget aurait dû proposer un investissement massif dans les transports. Je trouve également illogique et incroyable que le ministre parle, d'une part, de la conservation de l'énergie et de la nécessité d'explorer davantage les sources d'énergie de toutes sortes, et propose, d'autre part, dans l'un des postes du budget, de couper les dépenses de Pétro-Canada. Ce que je trouve incroyable, c'est qu'avant même que le bill sur Pétro-Canada ne soit adopté, le gouvernement en coupe déjà les dépenses. Cela montre à quel point il croit dans un véritable investissement public dans la mise en valeur des ressources énergétiques, notamment le pétrole et le gaz naturel. Il continue de croire que les sociétés multinationales pourront répondre à nos besoins énergétiques, même si elles ont échoué. Le ministre prétend vouloir qu'on recher-

che et exploite de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel, mais il propose de réduire le financement de Pétro-Canada. C'est pour le moins étrange. Je le répète, comment peut-on concilier ces deux points de vue?

M. Bécharde: Et vous, où et quand feriez-vous des coupures budgétaires?

M. Benjamin: A mon sens, ce n'est pas le temps des coupures. Elles ne sont pas indispensables. Selon moi, ce n'est pas tant les sommes que leur affectation et leur utilisation qui importent. Les investissements sont mal gérés et les priorités mal établies. Le budget aurait dû prévoir des dépenses plus importantes. Je soutiens qu'il faut revoir la loi de l'impôt sur le revenu pour répartir le fardeau fiscal plus équitablement. Le ministre déclare que son gouvernement a besoin de revenus additionnels. Au lieu d'augmenter les recettes par une taxe de 10c. le gallon d'essence, taxe qui frappera le plus ceux qui ont un faible revenu et qui sont obligés de se rendre au travail en voiture, pourquoi le ministre ne va-t-il pas chercher quelques centaines de millions de dollars dans les impôts différés accumulés par les sociétés ces vingt dernières années? S'il a besoin d'argent, et il admet que cette taxe de 10c. a pour but d'augmenter les revenus—c'est là le premier but, le second étant de favoriser l'usage des transports en commun—il y a bien d'autres moyens plus valables d'en trouver.

Le gouvernement fédéral percevra une taxe spéciale de 10c. le gallon sous forme de taxe spéciale, outre la taxe d'accise de 5c. le gallon qu'il perçoit déjà. Et une fois l'augmentation de \$1.50 du prix du brut en vigueur, il nous faudra payer une autre taxe de 5c. le gallon. Par exemple, dans ce budget, le ministre des Finances et le premier ministre (M. Trudeau) rejettent toujours la déductibilité de toutes les redevances comme dépenses commerciales légitimes. Cette mesure prive les provinces ainsi que l'industrie pétrolière d'environ 700 millions de dollars par année.

La hausse du prix du brut rapportera à la Saskatchewan environ 40 millions de dollars par année sur une possibilité de 100 millions, et de ce revenu, de 35 millions de dollars reviendront aux sociétés pétrolières, qui devront à leur tour la retransmettre à Ottawa parce que les redevances ne sont pas des dépenses déductibles. Ce qui revient à dire que, de cette hausse de \$1.50, la province devra retourner 35c. à Ottawa. La Saskatchewan perdra en outre 25 millions de dollars à cause de l'évaluation de la formule de péréquation, ce qui laisse à la Saskatchewan et aux industries pétrolières qui s'y trouvent environ 40 millions. A mon sens, c'est loin d'être une mesure favorisant la prospection et l'exploitation des ressources énergétiques de ma province, sans parler du reste du Canada.

Nous croyons toujours, dans ma province, que ces recettes supplémentaires devraient être versées dans une caisse de sécurité de l'énergie à laquelle participeraient le gouvernement fédéral et certaines provinces. Cette caisse financerait de façon massive les petites entreprises indépendantes de forage et d'exploration, dont les Canadiens seraient propriétaires et assureraient le contrôle, afin d'encourager la prospection et l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et des autres ressources énergétiques. Le budget ne propose rien en ce sens. Il donne aveuglément sa confiance dans ce qu'on appelle le secteur privé, et il échoue là aussi. Le gouvernement a enregistré échec après échec, de ce côté.